

la question la plus favorable aux séparatistes, à savoir la thèse de la souveraineté-association, c'est-à-dire la séparation mais accompagnée par la suite d'une association avec le reste du Canada. 28.4% seulement des Québécois ont répondu positivement, alors que 58.3% des Québécois se sont déclarés opposés à cette idée.

On dit volontiers que les jeunes sont en faveur de la séparation du Québec; que révèle l'institut québécois d'opinion publique? Que 61.9% des jeunes de 18 à 24 ans sont opposés à l'idée de la souveraineté-association. Par ailleurs, lorsque l'on demande aux Québécois quel niveau de gouvernement les sert le mieux, ce même sondage de l'institut québécois nous apprend que les Québécois sont plus satisfaits du gouvernement fédéral que du gouvernement provincial, l'indice de satisfaction des Québécois envers le gouvernement fédéral étant de 58.4% et envers le gouvernement provincial de 44.9%. Quant à la popularité respective du Premier ministre du Canada et du Premier ministre du Québec, force est de constater que M. Trudeau devance nettement M. Lévesque au Québec. Le Premier ministre obtient au Québec un indice de satisfaction de 46.9% contre 26.9% seulement à M. Lévesque. M. Lévesque est donc mal avisé de prétendre qu'il est le porte-parole le plus légitime et le plus populaire des Québécois.

Ces chiffres rassurants ne sauraient cependant nous faire oublier que nous traversons une période durant laquelle des changements constitutionnels seront nécessaires. Loin de moi l'idée de nier que les Québécois veulent des changements. Mais en cela ils ne diffèrent pas des Canadiens des provinces de l'Ouest ou des provinces de l'Atlantique. Il importe de regarder la réalité en face: les Québécois veulent des changements, tout en restant au sein de la Confédération. Changement ne signifie pas rupture.

Somme toute, nous ne sommes pas dans une situation statique, mais nous sommes engagés au contraire dans une dynamique qui va entraîner des réajustements inévitables. Nous devons cesser de regarder l'avenir avec les yeux du passé et de projeter dans le futur les rancœurs et les ressentiments de notre histoire. Et si je puis transposer sur la scène canadienne la célèbre phrase de Jean Monnet, "nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes", je dirais que dans un fédéralisme renouvelé - qui est à notre portée - les aspirations de tous les Canadiens pourront trouver leur compte.